



METRO INC. ENREGISTRE UN BÉNÉFICE NET DE 58,1 MILLIONS \$ AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2008

FAITS SAILLANTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2008

- Chiffre d'affaires de 2 372,4 millions \$, en hausse de 0,7 %
 - Bénéfice net de 58,1 millions \$, en baisse de 6 %
 - Bénéfice net dilué par action de 0,51 \$, en baisse de 3,8 %
 - Dividende par action déclaré de 0,125 \$, en hausse de 8,7 %
 - Eric R. La Flèche est nommé président et chef de la direction de METRO INC.
-

(Montréal, le 15 avril 2008) – METRO INC. a réalisé, au deuxième trimestre de 2008, un bénéfice net de 58,1 millions \$, comparativement à 61,8 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Notre bénéfice net dilué par action a été de 0,51 \$, comparativement à 0,53 \$ l'an dernier.

Notre chiffre d'affaires s'est élevé au deuxième trimestre de 2008 à 2 372,4 millions \$, comparativement à 2 356,2 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, en hausse de 0,7 %. En excluant la baisse des ventes de tabac, le chiffre d'affaires est en hausse de 1,2 % par rapport à l'an dernier.

Ces résultats inférieurs à l'an dernier sont dus à l'environnement concurrentiel qui prévaut toujours en Ontario, mais ils marquent une progression par rapport au premier trimestre de l'exercice en cours. En effet, le pourcentage du BAIIA⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires s'est amélioré de 30 points de base au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre s'établissant à 5,7 %, comparativement à 5,4 %. Le pourcentage du BAIIA⁽¹⁾, excluant la quote-part dans Alimentation Couche-Tard, sur le chiffre d'affaires a été de 5,5 % au deuxième trimestre, comparativement à 5,2 % au premier trimestre de 2008.

Le rodage de nos nouveaux systèmes informatiques chez A&P Canada en Ontario a grandement progressé au cours du deuxième trimestre de 2008 et nous a permis d'améliorer nos marges brutes. La totalité des activités des Services alimentaires au Québec ont finalement été regroupées dans le nouvel entrepôt et cela devrait se traduire par une meilleure efficacité.

« Les progrès réalisés au niveau du rodage de nos systèmes informatiques en Ontario et l'intégration de nos activités des Services alimentaires au Québec nous permettront de nous concentrer à améliorer nos résultats au cours des prochains mois, » a souligné Eric R. La Flèche, président et chef de la direction.

Tel qu'annoncé précédemment, M. Eric R. La Flèche est nommé, à compter d'aujourd'hui, président et chef de la direction et se joint au conseil d'administration. M. Pierre H. Lessard devient président exécutif du conseil d'administration.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a augmenté de 0,7 % au deuxième trimestre de 2008 pour atteindre 2 372,4 millions \$, comparativement à 2 356,2 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2008 a augmenté de 1,2 %. Le chiffre d'affaires de nos magasins comparables a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 0,2 % au cours des 24 semaines de 2008 pour atteindre 4 879,2 millions \$, comparativement à 4 871,2 millions \$ pour la période correspondante de 2007. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, l'augmentation du chiffre d'affaires a été de 0,7 %.

BÉNÉFICE AVANT INTÉRÊTS, IMPÔTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)⁽¹⁾

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement pour le deuxième trimestre de 2008 a été de 135,8 millions \$, comparativement à 140,1 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent, soit une diminution de 3,1 %. Le BAIIA⁽¹⁾ du deuxième trimestre représente un taux de 5,7 % du chiffre d'affaires, comparativement à 5,9 % l'an dernier. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ enregistrées en 2007, le pourcentage du BAIIA⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires du deuxième trimestre de 2007 a été de 6,2 %.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 5,2 millions \$ au deuxième trimestre de 2008 et est identique à celle du deuxième trimestre de 2007.

En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2008 a été de 130,6 millions \$ ou 5,5 % du chiffre d'affaires, comparativement à 140,3 millions \$ ou 6 % du chiffre d'affaires pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse du pourcentage s'explique principalement par une conjoncture similaire à celle qui avait affecté notre BAIIA⁽¹⁾ du premier trimestre de 2008.

Par contre, malgré un environnement concurrentiel qui prévaut toujours en Ontario, notre BAIIA⁽¹⁾, excluant la quote-part dans Alimentation Couche-Tard, en pourcentage du chiffre d'affaires s'est amélioré de 30 points de base au deuxième trimestre de 2008 par rapport au premier trimestre de 2008 s'établissant à 5,5 %, comparativement à 5,2 %. Le rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario a grandement progressé au cours du deuxième trimestre de 2008 et nous a permis d'améliorer nos marges brutes. La totalité des activités des Services alimentaires au Québec ont finalement été regroupées dans le nouvel entrepôt et cela devrait se traduire par une meilleure efficacité.

Pour la période de 24 semaines de 2008, le BAIIA⁽¹⁾ a été de 272,3 millions \$, soit 5,6 % du chiffre d'affaires, comparativement à 294,7 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé ou 6 % du chiffre d'affaires.

En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 11 millions \$ enregistrées en 2007, le pourcentage du BAIIA⁽¹⁾ sur le chiffre d'affaires de la période de 24 semaines de 2007 a été de 6,3 %.

Notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard a été de 10,9 millions \$ au cours de la période de 24 semaines en 2008, comparativement à 13,8 millions \$ en 2007. En excluant les éléments non récurrents ainsi que notre quote-part dans Alimentation Couche-Tard, notre BAIIA⁽¹⁾ de la période de 24 semaines de 2008 a été de 261,4 millions \$ ou 5,4 % du chiffre d'affaires, comparativement à 291,9 millions \$ ou 6 % du chiffre d'affaires pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'environnement concurrentiel en Ontario ainsi que la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec ont affecté nos marges brutes et nos dépenses.

Ajustements au BAIIA⁽¹⁾

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008			12 semaines Exercices financiers		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	135,8	2 372,4	5,7	140,1	2 356,2	5,9
Charges d'intégration et de rationalisation	—	—	—	5,4	—	—
BAIIA ajusté	135,8	2 372,4	5,7	145,5	2 356,2	6,2
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(5,2)	—	—	(5,2)	—	—
BAIIA ajusté excluant la quote-part	130,6	2 372,4	5,5	140,3	2 356,2	6,0

	2008			24 semaines Exercices financiers		
	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)	BAIIA	Chiffre d'affaires	BAIIA/Chiffre d'affaires (%)
BAIIA	272,3	4 879,2	5,6	294,7	4 871,2	6,0
Charges d'intégration et de rationalisation	—	—	—	11,0	—	—
BAIIA ajusté	272,3	4 879,2	5,6	305,7	4 871,2	6,3
Quote-part dans Alimentation Couche-Tard	(10,9)	—	—	(13,8)	—	—
BAIIA ajusté excluant la quote-part	261,4	4 879,2	5,4	291,9	4 871,2	6,0

AMORTISSEMENT ET INTÉRÊTS

Les dépenses d'amortissement pour le deuxième trimestre et les 24 semaines de 2008 ont été respectivement de 39,6 millions \$ et de 79,7 millions \$, comparativement à 37,9 millions \$ et 74,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'an passé. Les intérêts ont été de 14,5 millions \$ au deuxième trimestre de 2008 et de 14,1 millions \$ au trimestre correspondant de l'an passé. Pour les 24 semaines, les intérêts ont été de 28,5 millions \$, comparativement à 28,4 millions \$ pour la période correspondante de l'an passé. Le taux de financement moyen a été de 5,4 % pour la période de 24 semaines de 2008, tout comme pour la période correspondante de l'exercice précédent.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les charges d'impôts ont été de 24,1 millions \$ au deuxième trimestre et de 38,2 millions \$ pour les 24 semaines de 2008 avec des taux d'imposition respectifs de 29,5 % et 23,3 %. Pour le deuxième trimestre de 2007 et les 24 semaines de 2007, les charges d'impôts ont été respectivement de 27,6 millions \$ et de 59,9 millions \$ avec des taux d'imposition identiques de 31,3 %. Au cours du premier trimestre de 2008, une diminution de charge d'impôts de 11,4 millions \$ avait été enregistrée, suite à des étapes complétées par le gouvernement du Canada dans son processus d'approbation de son énoncé économique pour réduire le taux général d'imposition futur pour les sociétés. En excluant cette diminution de charge d'impôts, le taux effectif a été de 30,2 % pour les 24 semaines de 2008.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net pour le deuxième trimestre de 2008 a été de 58,1 millions \$, comparativement à 61,8 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'an passé, soit une diminution de 6 %. Le bénéfice net dilué par action a été de 0,51 \$ par rapport à 0,53 \$ l'an passé, en baisse de 3,8 %. Au deuxième trimestre de 2007, nous avons eu des charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ avant impôts. En excluant ces éléments non récurrents, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour le deuxième trimestre de 2007 a été de 65,5 millions \$ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 0,56 \$. Le bénéfice net du deuxième trimestre de 2008 a diminué de 11,3 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2007, et le bénéfice net dilué par action a diminué de 8,9 % par rapport au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2007.

Le bénéfice net pour les 24 semaines de 2008 a été de 127,8 millions \$, comparativement à 129,7 millions \$ l'an passé, soit une diminution de 1,5 %. En excluant la réduction de charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008 et les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 11 millions \$ avant impôts pour les 24 semaines de 2007, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ pour les 24 semaines de 2008 a été de 116,4 millions \$, soit 15,1 % de moins que le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ de la période correspondante de l'an passé. Le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ a été de 1,02 \$, soit 13,6 % de moins que celui de l'an passé.

Ajustements au bénéfice net

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	12 semaines					
	Exercices financiers					
	2008		2007		Variation	
	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net (%)	BPA dilué (%)
Bénéfice net	58,1	0,51	61,8	0,53	(6,0)	(3,8)
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	3,7	0,03		
Diminution de la charge d'impôts	—	—	—	—		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	58,1	0,51	65,5	0,56	(11,3)	(8,9)

	24 semaines					
	Exercices financiers					
	2008		2007		Variation	
	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net	BPA dilué (en dollars)	Bénéfice net (%)	BPA dilué (%)
Bénéfice net	127,8	1,12	129,7	1,11	(1,5)	0,9
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	7,4	0,07		
Diminution de la charge d'impôts	(11,4)	(0,10)	—	—		
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	116,4	1,02	137,1	1,18	(15,1)	(13,6)

Résumé des résultats trimestriels

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008 (52 semaines)	2007 (52 semaines)	2006 (53 semaines)	Variation (%)
Chiffre d'affaires				
2 ^e trim.	2 372,4	2 356,2	–	0,7
1 ^{er} trim.	2 506,8	2 515,0	–	(0,3)
4 ^e trim.	–	2 432,4	2 673,5	(9,0)
3 ^e trim.	–	3 341,0	3 336,7	0,1
Bénéfice net				
2 ^e trim.	58,1	61,8	–	(6,0)
1 ^{er} trim.	69,7	67,9	–	2,7
4 ^e trim.	–	57,6	78,9	(27,0)
3 ^e trim.	–	89,3	85,1	4,9
Bénéfice net ajusté⁽¹⁾				
2 ^e trim.	58,1	65,5	–	(11,3)
1 ^{er} trim.	58,3	71,6	–	(18,6)
4 ^e trim.	–	66,8	71,0	(5,9)
3 ^e trim.	–	91,1	78,3	16,3
Bénéfice net dilué par action (en dollars)				
2 ^e trim.	0,51	0,53	–	(3,8)
1 ^{er} trim.	0,61	0,58	–	5,2
4 ^e trim.	–	0,49	0,68	(27,9)
3 ^e trim.	–	0,77	0,73	5,5
Bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ (en dollars)				
2 ^e trim.	0,51	0,56	–	(8,9)
1 ^{er} trim.	0,51	0,62	–	(17,7)
4 ^e trim.	–	0,57	0,61	(6,6)
3 ^e trim.	–	0,78	0,68	14,7

Les chiffres d'affaires des deux premiers trimestres de 2008 par rapport à ceux de 2007 ont été affectés par une compétition plus intense. En excluant la baisse des ventes de produits de tabac, les chiffres d'affaires des deux premiers trimestres de 2008 ont augmenté de 0,3 % au premier trimestre et de 1,2 % au deuxième.

Les chiffres d'affaires des troisième et quatrième trimestres de 2007 par rapport aux trimestres correspondants de 2006 ont été affectés par la baisse des ventes de produits de tabac, la perte de ventes liée à la disposition au quatrième trimestre de 2006 d'une participation dans un grossiste en alimentation et l'effet de la 53^e semaine en 2006. En excluant ces éléments, les chiffres d'affaires des troisième et quatrième trimestres de 2007 ont augmenté de 3,2 % et 0,7 % respectivement par rapport à ceux de 2006.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du premier trimestre de 2008 par rapport à ceux de 2007 sont en hausse de 2,7 % et de 5,2 % respectivement. En excluant la diminution de charge d'impôts de 11,4 millions \$ en 2008 et les charges d'intégration et de rationalisation avant impôts de 5,6 millions \$ en 2007 liées à l'acquisition de A&P Canada, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ de 2008 ont diminué de 18,6 % et de 17,7 % respectivement. Cette baisse de rentabilité provient d'un environnement concurrentiel plus intense ainsi que de la période de rodage de nos nouveaux systèmes informatiques en Ontario et de notre nouvel entrepôt des Services alimentaires au Québec.

Le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2008 sont en baisse respectivement de 6 % et de 3,8 % par rapport à ceux de 2007. En excluant les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada de 5,4 millions \$ avant impôts enregistrées au deuxième trimestre de 2007, le bénéfice net et le bénéfice net dilué par action du deuxième trimestre de 2008 sont en baisse respectivement de 11,3 % et de 8,9 % par rapport au bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et au bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du deuxième trimestre de 2007.

Les bénéfices nets et les bénéfices nets dilués par action des troisième et quatrième trimestres de 2007 et de 2006 ont été affectés, entre autres, par les charges d'intégration et de rationalisation liées à l'acquisition de A&P Canada, un gain sur disposition de placement et des variations de charges d'impôts liées à des annonces des gouvernements de fluctuations des taux d'impôts des grandes corporations.

En excluant ces éléments non récurrents, l'augmentation du bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et du bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du troisième trimestre de 2007 par rapport à ceux de 2006 s'explique principalement par une mise en marché plus efficace et des synergies supplémentaires.

En excluant l'apport de la 53^e semaine de 2006, le bénéfice net ajusté⁽¹⁾ et le bénéfice net dilué par action ajusté⁽¹⁾ du quatrième trimestre de 2007 sont à la hausse par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent de 3,4 % et de 3,6 % respectivement.

	2008		2007				2006	
<i>(en millions de dollars)</i>	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
Bénéfice net	69,7	58,1	67,9	61,8	89,3	57,6	85,1	78,9
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	3,7	3,7	3,6	9,2	2,6	2,1
Gain sur disposition de placement net d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	(8,6)
Diminution de la charge d'impôts	(11,4)	—	—	—	(1,8)	—	(9,4)	(1,4)
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾	58,3	58,1	71,6	65,5	91,1	66,8	78,3	71,0
53 ^e semaine	—	—	—	—	—	—	—	(6,4)
Bénéfice net ajusté ⁽¹⁾ excluant la 53 ^e semaine	58,3	58,1	71,6	65,5	91,1	66,8	78,3	64,6

	2008		2007				2006	
<i>(en dollars et par action)</i>	T1	T2	T1	T2	T3	T4	T3	T4
Bénéfice net dilué	0,61	0,51	0,58	0,53	0,77	0,49	0,73	0,68
Charges d'intégration et de rationalisation nettes d'impôts	—	—	0,04	0,03	0,03	0,08	0,03	0,02
Gain sur disposition de placement net d'impôts	—	—	—	—	—	—	—	(0,07)
Diminution de la charge d'impôts	(0,10)	—	—	—	(0,02)	—	(0,08)	(0,02)
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾	0,51	0,51	0,62	0,56	0,78	0,57	0,68	0,61
53 ^e semaine	—	—	—	—	—	—	—	(0,06)
Bénéfice net dilué ajusté ⁽¹⁾ excluant la 53 ^e semaine	0,51	0,51	0,62	0,56	0,78	0,57	0,68	0,55

Situation de trésorerie

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont généré des fonds de 117,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2008 et de 130,3 millions \$ pour les 24 semaines de 2008, comparativement à 116,6 millions \$ au trimestre correspondant de 2007 et à 166 millions \$ pour la période de 24 semaines de 2007. L'augmentation des flux générés au deuxième trimestre de 2008 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2007 s'explique principalement par une variation nette plus élevée des éléments hors caisse. La diminution des flux monétaires générés au cours de la période de 24 semaines de 2008 par rapport à ceux de la période de 24 semaines de 2007 s'explique principalement par une variation des impôts futurs et par une variation nette différente, entre les deux périodes de 24 semaines, des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les activités d'investissement ont nécessité des fonds de 21,3 millions \$ au deuxième trimestre de 2008 et de 76,3 millions \$ pour les 24 semaines de 2008, comparativement à 52,7 millions \$ au deuxième trimestre de 2007 et à 121 millions \$ pour les 24 semaines de 2007. Ces diminutions d'utilisation de fonds proviennent principalement d'acquisitions d'immobilisations corporelles moins importantes.

Nous avons investi avec les détaillants 101,3 millions \$ au cours des 24 semaines de 2008, pour une augmentation nette de 173 000 pieds carrés ou 0,9 % de notre réseau de détail. Nous avons procédé à l'ouverture de six nouveaux magasins ainsi qu'à des agrandissements et des rénovations majeures dans 15 magasins.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont nécessité des fonds de 57,8 millions \$ au deuxième trimestre de 2008 et de 88,7 millions \$ pour les 24 semaines de 2008, comparativement à une utilisation de fonds de 6,1 millions \$ pour le deuxième trimestre de 2007 et de 28,8 millions \$ pour les 24 semaines de 2007. Les augmentations de fonds utilisés pour les activités de financement entre les périodes de 2008 et celles de 2007 s'expliquent principalement par des rachats d'actions subalternes catégorie A de 10,4 millions \$ au deuxième trimestre de 2008 et de 51,3 millions \$ au cours de la période de 24 semaines de 2008 contre aucun au cours des périodes de 2007. L'augmentation des fonds utilisés entre le deuxième trimestre de 2008 et celui de 2007 s'explique également par une utilisation de fonds de 24,6 millions \$ en 2008 pour réduire les emprunts bancaires contre 0,2 million \$ en 2007.

Situation financière

Notre situation financière à la fin du deuxième trimestre de 2008 était très saine. Nous avons une marge de crédit autorisée non utilisée de 400 millions \$ et notre pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (dette à long terme/capital total) était de 34,4 %.

Nos principales dettes à long terme au deuxième trimestre se présentaient ainsi :

	Taux d'intérêt	Solde (en millions \$)	Échéance
Facilité de crédit A	Taux qui fluctuent selon les variations des taux des acceptations bancaires	394,5	15 août 2012
Billets à moyen terme Série A	Taux fixe à 4,98 %	200,0	15 octobre 2015
Billets à moyen terme Série B	Taux fixe à 5,97 %	400,0	15 octobre 2035

Nous avons également à la fin du trimestre des contrats d'échange de taux d'intérêt sur un montant nominal total de 150 millions \$ de la facilité de crédit A. Ces contrats permettent l'échange des paiements d'intérêts variables par des paiements d'intérêts fixes selon les conditions suivantes :

Taux fixe	Montant nominal (en millions \$)	Échéance
3,9480 %	50,0	23 novembre 2008
3,9820 %	50,0	16 décembre 2009
4,0425 %	50,0	16 décembre 2010

Ainsi, en considérant les contrats d'échange, nous avons à la fin du trimestre l'équivalent de 750 millions \$ de dettes à long terme à taux fixes variant de 4,3980 % à 5,97 % et 244,5 millions \$ à taux variables fluctuant selon les variations des taux des acceptations bancaires.

RATIOS FINANCIERS

	Au 15 mars 2008	Au 29 septembre 2007
Structure financière		
Dette à long terme (en millions \$)	1 038,5	1 038,9
Avoir des actionnaires (en millions \$)	1 981,6	1 932,3
Dette à long terme/capital total (%)	34,4	35,0
	Exercice 2008 (24 semaines)	Exercice 2007 (24 semaines)
Résultats		
BAlIA ⁽¹⁾ /Intérêts (fois)	9,6	10,4

CAPITAL-ACTIONS, OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS ET UNITÉS D' ACTIONS AU RENDEMENT

	Au 15 mars 2008	Au 29 septembre 2007
Nombre d'actions subalternes catégorie A en circulation (en milliers)	111 865	113 683
Nombre d'actions catégorie B en circulation (en milliers)	772	804
Options d'achat d'actions :		
Nombre en circulation (en milliers)	3 594	3 738
Prix d'exercice	11,80 \$ à 39,17 \$	11,80 \$ à 39,17 \$
Prix d'exercice moyen pondéré	22,79 \$	22,40 \$
Nombre d'unités d'actions au rendement :		
Nombre en circulation (en milliers)	225	124
Échéance moyenne pondérée	24 mois	22 mois

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Le programme de rachat d'actions permet à la Société de racheter, entre le 5 septembre 2007 et le 4 septembre 2008, jusqu'à concurrence de 4 millions de ses actions subalternes catégorie A. La Société a racheté, du début de ce programme jusqu'au 4 avril 2008, 2 375 900 actions à un prix moyen de 26,90 \$ pour une considération totale de 63,9 millions \$, dont 1 500 000 actions achetées de A&P US à un prix de 27,25 \$ pour un total de 40,9 millions \$, au cours du premier trimestre de 2008, suite à l'exercice de l'option d'achat d'actions qui avait été octroyée à la Société par A&P US. Avec ce programme de rachat d'actions, nous nous sommes dotés d'une option supplémentaire pour utiliser les liquidités excédentaires. Ainsi, nous pouvons décider, dans le meilleur intérêt des actionnaires, de rembourser la dette ou de racheter des actions de la Société.

DIVIDENDES

Le 15 avril 2008, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,125 \$ par action à l'égard des actions subalternes catégorie A et des actions catégorie B, payable le 2 juin 2008, soit une hausse de 8,7 % par rapport au dividende déclaré au même trimestre de l'année précédente. Sur une base annualisée, ce dividende représente plus de 20 % du bénéfice net de 2007.

OPÉRATIONS BOURSIÈRES

La valeur de l'action de METRO INC. s'est maintenue dans une fourchette de 21,00 \$ à 35,85 \$ au cours des deux premiers trimestres de 2008. Durant cette période, le nombre d'actions négociées à la Bourse de Toronto s'est élevé à 48,4 millions d'actions. Le cours de clôture du vendredi 4 avril 2008 était de 24,92 \$, comparativement à 35,00 \$ à la fin de l'exercice 2007.

Nouvelles conventions comptables

ADOPTÉES EN 2008

Capital et instruments financiers

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

RÉCEMMENT PUBLIÉES

Stocks

En mars 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks » qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail, interdit désormais l'utilisation de la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies. La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. Nous adopterons ce nouveau chapitre au cours du premier trimestre de notre exercice financier 2009.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » qui remplacera le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ».

Le nouveau chapitre 3064 confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation d'un actif. De plus, le chapitre 3064 fournit des indications supplémentaires relativement à la comptabilisation des actifs incorporels développés à l'interne (incluant les frais de recherche et de développement).

En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062.

Le nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. Nous évaluons actuellement l'incidence de ces nouvelles normes sur nos résultats, notre situation financière et nos flux de trésorerie.

Normes internationales d'information financière

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de changement des principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) aux Normes internationales d'information financière (également connues sous le nom IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Nous élaborons actuellement notre plan de conversion aux IFRS et évaluons l'incidence de ces nouvelles normes sur nos états financiers consolidés.

Communiqué de presse

Le communiqué de presse porte sur la situation financière et les résultats consolidés de METRO INC. en date du 15 mars 2008. Ce communiqué de presse doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes inclus dans le présent communiqué de presse ainsi qu'avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 29 septembre 2007, les notes et le rapport de gestion afférents présentés dans le rapport annuel 2007 de la Société. Le communiqué de presse tient compte des informations en date du 4 avril 2008 à moins d'indication contraire.

Déclarations prospectives

Toute déclaration contenue dans le présent communiqué de presse qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Dans le présent communiqué, les verbes « croire », « prévoir », « estimer », « envisager » et d'autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de METRO INC. et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte que les perspectives, le rendement ou les résultats réels de METRO INC. soient sensiblement différents du rendement ou des résultats futurs exprimés ou sous-entendus par ces déclarations. Une description des risques identifiés par METRO INC. apparaît à la rubrique Gestion des risques du rapport annuel de 2007. METRO INC. n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans les présentes, sauf si cela est requis par la loi.

Mesures non conformes aux PCGR

En plus de fournir des mesures du bénéfice selon les PCGR, nous avons inclus certaines mesures du bénéfice non conformes aux PCGR. Ces mesures sont présentées à titre d'information relative, elles n'ont pas de sens normalisé par les PCGR et elles ne peuvent pas être comparées à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA)

Le BAIIA est une mesure du bénéfice excluant la charge d'intérêts, les impôts et l'amortissement. Nous sommes d'avis que le BAIIA est une mesure couramment utilisée par les lecteurs d'états financiers afin d'évaluer la capacité d'une entreprise de générer des liquidités à partir de ses activités et d'acquitter ses charges financières.

BAIIA ajusté, bénéfice net ajusté et bénéfice net dilué par action ajusté

Le BAIIA ajusté, le bénéfice net ajusté et le bénéfice net dilué par action ajusté sont des mesures du bénéfice excluant les éléments non récurrents. Nous sommes d'avis que les lecteurs d'états financiers seront mieux informés des résultats de la période courante et correspondante en présentant les résultats sans les éléments non récurrents. Ainsi, les lecteurs d'états financiers seront en mesure de mieux évaluer la performance de la Société et de juger de ses perspectives d'avenir.

Conférence téléphonique

Les analystes financiers et les investisseurs sont invités à participer à la conférence téléphonique portant sur les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2008 qui aura lieu **mardi le 15 avril 2008 à 16 h 30** (heure de l'est). Le numéro de téléphone à composer est le (416) 644-3414 ou (514) 807-8791. Les représentants des médias et les autres personnes intéressées sont invités à écouter la téléconférence en direct ou en différé sur le site de METRO INC. à l'adresse Internet www.metro.ca.

SOURCE : METRO INC.

RENSEIGNEMENTS : Richard Dufresne
Vice-président principal
et chef de la direction financière
Tél. : (514) 643-1003

**SERVICE DES RELATIONS
AVEC LES INVESTISSEURS :** Tél. : (514) 643-1055
Courriel : finance@metro.ca

Les renseignements sur la Société et les communiqués de presse de METRO INC. sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : www.metro.ca

⁽¹⁾ Consulter la section « Mesures non conformes aux PCGR ».

États consolidés des résultats

Périodes terminées le 15 mars 2008 et le 17 mars 2007
(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf le bénéfice par action)

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Chiffre d'affaires	2 372,4 \$	2 356,2 \$	4 879,2 \$	4 871,2 \$
Coût des marchandises vendues et charges d'exploitation	2 241,8	2 215,9	4 617,8	4 579,3
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(5,2)	(5,2)	(10,9)	(13,8)
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	—	5,4	—	11,0
Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement	135,8	140,1	272,3	294,7
Amortissement	39,6	37,9	79,7	74,9
Bénéfice d'exploitation	96,2	102,2	192,6	219,8
Intérêts, nets				
À court terme	0,4	(0,6)	0,1	(1,3)
À long terme	14,1	14,7	28,4	29,7
	14,5	14,1	28,5	28,4
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	81,7	88,1	164,1	191,4
Impôts sur les bénéfices (note 5)	24,1	27,6	38,2	59,9
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	57,6	60,5	125,9	131,5
Part des actionnaires sans contrôle	(0,5)	(1,3)	(1,9)	1,8
Bénéfice net	58,1 \$	61,8 \$	127,8 \$	129,7 \$
Bénéfice par action (note 6)				
De base	0,52 \$	0,54 \$	1,13 \$	1,13 \$
Dilué	0,51 \$	0,53 \$	1,12 \$	1,11 \$

Voir les notes afférentes

Bilans consolidés

(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Au 15 mars 2008	Au 29 septembre 2007
ACTIFS		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	65,8 \$	100,5 \$
Débiteurs	312,0	327,8
Stocks	594,5	588,2
Charges payées d'avance	18,7	12,1
Impôts futurs	19,1	26,1
	1 010,1	1 054,7
Placements et autres actifs	156,0	151,0
Immobilisations corporelles	1 199,1	1 202,8
Actifs incorporels	344,7	342,1
Écarts d'acquisition	1 490,9	1 490,1
Actifs au titre des prestations constituées	33,2	33,2
	4 234,0 \$	4 273,9 \$
PASSIFS ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passifs à court terme		
Emprunts bancaires	0,2 \$	0,1 \$
Créditeurs	999,8	1 043,6
Impôts sur les bénéfiques à payer	3,5	20,3
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	4,0	5,1
	1 007,5	1 069,1
Dette à long terme	1 038,5	1 038,9
Passifs au titre des prestations constituées	50,7	54,9
Impôts futurs	122,8	139,0
Autres éléments de passif à long terme	28,8	33,7
Part des actionnaires sans contrôle	4,1	6,0
	2 252,4	2 341,6
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 7)	704,2	714,8
Surplus d'apport	2,8	2,0
Bénéfices non répartis	1 275,8	1 214,3
Cumul des autres éléments du résultat étendu (notes 2 et 8)	(1,2)	1,2
	1 981,6	1 932,3
	4 234,0 \$	4 273,9 \$
<i>Voir les notes afférentes</i>		

États consolidés des flux de trésorerie

Périodes terminées le 15 mars 2008 et le 17 mars 2007
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	58,1 \$	61,8 \$	127,8 \$	129,7 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Charges d'intégration et de rationalisation (note 3)	—	2,4	—	4,2
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(5,2)	(5,2)	(10,9)	(13,8)
Amortissement	39,6	37,9	79,7	74,9
Amortissement des frais de financement reportés	0,5	0,5	1,0	1,0
(Gain) Perte sur cession et radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(0,9)	0,2	(1,2)	0,3
Gain sur cession de placements	(0,6)	—	(0,6)	—
Impôts futurs	3,6	2,9	(8,0)	6,5
Charge relative à la rémunération à base d'actions	0,9	0,6	1,5	1,2
Écart entre les montants déboursés au titre des avantages sociaux futurs et les charges de la période	(2,7)	(0,6)	(4,2)	(0,4)
Part des actionnaires sans contrôle	(0,5)	(1,3)	(1,9)	1,8
	92,8	99,2	183,2	205,4
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation	24,5	17,4	(52,9)	(39,4)
	117,3	116,6	130,3	166,0
Activités d'investissement				
Variation nette de placements et autres actifs	2,7	0,7	1,0	(1,1)
Dividendes d'une société satellite publique	0,8	0,6	1,5	1,2
Acquisition d'immobilisations corporelles	(19,9)	(44,9)	(63,9)	(105,1)
Produit sur cession d'immobilisations corporelles	6,1	—	6,4	2,5
Acquisition d'actifs incorporels	(11,0)	(9,1)	(21,3)	(18,5)
	(21,3)	(52,7)	(76,3)	(121,0)
Activités de financement				
Variation nette des emprunts bancaires	(24,6)	(0,2)	0,1	0,1
Émission d'actions (note 7)	0,9	8,3	1,9	9,7
Rachat d'actions (note 7)	(10,4)	—	(51,3)	—
Acquisition d'actions autodétenues (note 7)	(0,9)	(2,5)	(0,9)	(2,5)
Augmentation de la dette à long terme	0,3	1,0	1,1	1,8
Remboursement de la dette à long terme	(1,3)	(2,2)	(3,0)	(4,8)
Variation nette des autres éléments de passif à long terme	(7,7)	2,7	(9,3)	(7,8)
Dividendes versés	(14,1)	(13,2)	(27,3)	(25,3)
	(57,8)	(6,1)	(88,7)	(28,8)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	38,2	57,8	(34,7)	16,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	27,6	124,1	100,5	165,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	65,8 \$	181,9 \$	65,8 \$	181,9 \$
Information supplémentaire				
Intérêt payé	6,1 \$	6,6 \$	28,0 \$	30,5 \$
Impôts sur les bénéfices payés	20,9 \$	17,4 \$	63,0 \$	71,4 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés des bénéfices non répartis

Périodes de 24 semaines terminées le 15 mars 2008 et le 17 mars 2007
(non vérifiés) (en millions de dollars)

	Exercices financiers	
	2008	2007
Solde au début de la période	1 214,3 \$	1 013,2 \$
Bénéfice net	127,8	129,7
Dividendes	(27,3)	(25,3)
Primes sur rachat d'actions	(39,0)	—
Solde à la fin de la période	1 275,8 \$	1 117,6 \$

Voir les notes afférentes

États consolidés du résultat étendu

Périodes terminées le 15 mars 2008 et le 17 mars 2007
(non vérifiés) (en millions de dollars) (notes 2 et 8)

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Bénéfice net	58,1 \$	61,8 \$	127,8 \$	129,7 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(2,8)	—	(3,6)	(0,1)
Impôt correspondant	0,9	—	1,2	—
Résultat étendu	56,2 \$	61,8 \$	125,4 \$	129,6 \$

Voir les notes afférentes

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Périodes terminées le 15 mars 2008 et le 17 mars 2007

(non vérifiés) (en millions de dollars, sauf les données par action)

1. Mode de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés en suivant les mêmes conventions et méthodes comptables employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels vérifiés de l'exercice terminé le 29 septembre 2007, à l'exception des nouvelles conventions comptables décrites à la note 2. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés devraient être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes incluses dans le rapport annuel 2007 de la Société. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats qui seront réalisés pour l'exercice entier. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

2. Nouvelles conventions comptables

ADOPTÉES EN 2008

Capital et instruments financiers

Au cours du premier trimestre de 2008, la Société a adopté trois nouveaux chapitres publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital d'une entité et la façon dont il est géré. Selon ces nouvelles normes, une entité doit fournir les informations suivantes :

- ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital;
- des données quantitatives sommaires sur les éléments inclus dans la gestion du capital;
- le fait qu'elle s'est conformée au cours de la période aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise;
- si elle ne s'est pas conformée à ces exigences, les conséquences d'une telle inapplication.

Le chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » modifie les obligations d'informations à fournir relativement aux instruments financiers qui étaient auparavant incluses dans le chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Selon ce nouveau chapitre, une entité doit fournir dans ses états financiers des informations qui permettent aux utilisateurs d'évaluer :

- l'importance des instruments financiers sur sa situation financière et sa performance financière;
- la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels elle s'est exposée au cours de la période et à la date de clôture, ainsi que la façon dont elle gère ces risques.

Le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation » reprend telles quelles les directives de présentation de l'ancien chapitre 3861 « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ».

L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

ADOPTÉES EN 2007

Résultat étendu, instruments financiers et couvertures

Au cours du premier trimestre de 2007, la Société a adopté les recommandations des nouvelles normes comptables suivantes, publiées par l'ICCA :

Le chapitre 1530 « Résultat étendu » introduit un nouvel état financier correspondant à la variation de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations, d'événements et de circonstances sans rapport avec les actionnaires.

Le chapitre 3855 « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers, soit les actifs et les passifs financiers ainsi que les dérivés.

2. Nouvelles conventions comptables (suite)

Cette nouvelle norme définit la comptabilisation des instruments financiers selon leur classification. Les variations entre les évaluations subséquentes sont enregistrées au résultat net ou au résultat étendu selon la classification des instruments financiers.

La Société a effectué le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans les « Actifs détenus à des fins de transaction ». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat net.
- Les débiteurs et les prêts à certains clients sont classés dans les « Prêts et créances ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.
- Les placements dans des sociétés sont classés dans les « Actifs financiers disponibles à la vente ». Ils sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu.
- Les emprunts bancaires, les créditeurs, les facilités de crédit, les billets, les emprunts et les obligations découlant de contrats de location-acquisition sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués initialement à la juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour la Société, cette évaluation correspond généralement au coût.

Le chapitre 3865 « Couvertures », dont l'application est facultative, précise la manière d'appliquer la comptabilité de couverture. La Société a choisi d'appliquer, conformément à sa stratégie de gestion de risques, la comptabilité de couverture pour ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Ces dérivés sont évalués à la juste valeur et les gains/pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés au résultat étendu, dans la mesure où la couverture est jugée efficace.

L'application de ces nouvelles normes doit être faite sans retraitement des états financiers des périodes antérieures. Lors de l'application initiale, tout ajustement de la valeur comptable antérieure des actifs et passifs financiers existants doit être comptabilisé comme un redressement au solde d'ouverture des bénéfices non répartis ou du cumul des autres éléments du résultat étendu, en fonction du classement de ces actifs et passifs financiers. La Société a comptabilisé un redressement de 0,4 \$ au solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu relativement aux contrats d'échange de taux d'intérêt désignés comme couverture de flux de trésorerie. Aucun redressement n'a été comptabilisé au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

RÉCEMMENT PUBLIÉS

Stocks

En mars 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031 « Stocks » qui remplacera le chapitre 3030 « Stocks ». Le nouveau chapitre indique que les stocks devront être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il fournit des lignes directrices sur la détermination du coût, permet l'utilisation de la méthode du prix de détail, interdit désormais l'utilisation de la méthode dernier entré, premier sorti (DEPS) et exige la reprise d'une dépréciation antérieure lorsque la valeur des stocks augmente. Des informations plus détaillées relativement aux stocks et au coût des marchandises vendues seront également fournies. La nouvelle norme s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels relatifs aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La Société adoptera ce nouveau chapitre au cours du premier trimestre de son exercice financier 2009.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3064 « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » qui remplacera le chapitre 3062 « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » ainsi que le chapitre 3450 « Frais de recherche et de développement ».

Le nouveau chapitre 3064 confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation d'un actif. De plus, le chapitre 3064 fournit des indications supplémentaires relativement à la comptabilisation des actifs incorporels développés à l'interne (incluant les frais de recherche et de développement).

2. Nouvelles conventions comptables (suite)

En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062.

Le nouveau chapitre s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes sur ses résultats, sa situation financière et ses flux de trésorerie.

Normes internationales d'information financière

Le 13 février 2008, le Conseil des normes comptables a confirmé la date de changement des PCGR aux Normes internationales d'information financière (également connues sous le nom IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La Société élabore actuellement son plan de conversion aux IFRS et évalue l'incidence de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

3. Charges d'intégration et de rationalisation

Au cours de l'exercice 2007, la Société a complété la réalisation de son plan d'intégration et de rationalisation de ses activités suite à l'acquisition de A&P Canada. Ce plan était construit sur trois principaux axes, soit le réseau de magasins, l'intégration des opérations ainsi que l'implantation des systèmes informatiques chez A&P Canada.

Au cours de la période terminée le 17 mars 2007, ce plan d'intégration et de rationalisation avait entraîné des coûts qui se résumaient comme suit :

Selon la nature des projets

	Exercice financier 2007	
	12 semaines	24 semaines
Magasins	— \$	2,2 \$
Intégration d'opérations	3,3	4,5
Implantation de systèmes informatiques	2,1	4,3
	5,4 \$	11,0 \$

Selon la nature des charges

	Exercice financier 2007	
	12 semaines	24 semaines
Primes de rétention, prestations de cessation d'emploi et autres	3,0 \$	4,2 \$
Formation et implantation informatique	2,1	4,3
Loyers vacants	0,1	2,3
	5,2 \$	10,8 \$
Radiation d'actifs	0,2	0,2
	5,4 \$	11,0 \$

4. Avantages sociaux futurs

La Société offre plusieurs régimes à prestations déterminées et à cotisations déterminées qui offrent à la plupart de ses participants le paiement de prestations de retraite, d'avantages complémentaires de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi. La charge de la Société au titre de ses régimes à cotisations et à prestations déterminées se présentait comme suit :

	12 semaines Exercices financiers				24 semaines Exercices financiers			
	2008		2007		2008		2007	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à cotisations déterminées	5,9 \$	0,1 \$	5,4 \$	— \$	12,0 \$	0,2 \$	11,6 \$	0,1 \$
Régimes à prestations déterminées								
Coût des services rendus au cours de la période	5,2	0,3	5,7	0,2	10,5	0,7	11,4	0,5
Intérêts débiteurs	7,0	0,5	6,3	0,3	14,1	0,9	12,6	0,6
Rendement prévu des actifs des régimes	(9,7)	—	(8,8)	—	(19,5)	—	(17,6)	—
Amortissement des pertes actuarielles et du coût des services passés	0,4	—	0,3	—	0,7	—	0,6	—
	2,9	0,8	3,5	0,5	5,8	1,6	7,0	1,1
	8,8 \$	0,9 \$	8,9 \$	0,5 \$	17,8 \$	1,8 \$	18,6 \$	1,2 \$

5. Impôts sur les bénéfices

Les taux réels d'impôts sur les bénéfices s'établissaient comme suit :

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2008 %	2007 %	2008 %	2007 %
Taux combiné prévu par la loi	31,2	32,1	31,4	32,2
Variations				
Effet de la baisse de 3,5 % du taux fédéral, étalée jusqu'en 2012, sur les impôts futurs (11,4 \$ en 2008)	—	—	(6,9)	—
Quote-part dans les résultats d'une société satellite publique	(1,0)	(0,8)	(1,1)	(1,0)
Autres	(0,7)	—	(0,1)	0,1
	29,5	31,3	23,3	31,3

6. Bénéfice par action

Le bénéfice net par action de base et le bénéfice net dilué par action ont été calculés selon le nombre d'actions suivant :

<i>(en millions)</i>	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — De base	113,0	115,1	113,5	114,9
Effet de dilution en vertu du régime d'options d'achat d'actions et des unités d'actions au rendement	0,6	1,6	0,9	1,6
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation — Dilué	113,6	116,7	114,4	116,5

7. Capital-actions

En circulation

	Actions subalternes catégorie A		Actions catégorie B		Total
	Nombre (en milliers)		Nombre (en milliers)		
Solde au 29 septembre 2007	113 683	713,2 \$	804	1,6 \$	714,8 \$
Émission d'actions	155	1,9	—	—	1,9
Rachat d'actions en espèces, excluant une prime de 39,0 \$	(1 965)	(12,3)	—	—	(12,3)
Conversion d'actions	32	0,1	(32)	(0,1)	—
Acquisition d'actions autodétenues	(40)	(0,2)	—	—	(0,2)
Solde au 15 mars 2008	111 865	702,7 \$	772	1,5 \$	704,2 \$

La Société s'est prévaluée, le 29 novembre 2007, de l'option d'achat d'actions qui lui avait été octroyée par The Great Atlantic & Pacific Tea Company (A&P US) en achetant 1,5 million de ses actions subalternes catégorie A mises en vente par A&P US pour une considération totale de 40,9 \$. Les actions achetées ont été annulées et comptées dans le cadre du programme de rachat d'actions de la Société.

Régime d'options d'achat d'actions

Au 15 mars 2008, 3 594 260 options d'achat d'actions étaient en circulation à des prix de levée variant de 11,80 \$ à 39,17 \$, échéant jusqu'en 2014, dont 2 491 740 options d'achat d'actions pouvaient être exercées à un prix d'exercice moyen pondéré de 20,80 \$.

Les attributions d'options d'achat d'actions se résumaient comme suit :

	12 semaines Exercices financiers		24 semaines Exercices financiers	
	2008	2007	2008	2007
Options d'achat d'actions attribuées au cours de la période	—	—	53 800	4 500
Prix d'exercice moyen pondéré	— \$	— \$	28,09 \$	35,71 \$
Juste valeur moyenne pondérée	— \$	— \$	7,54 \$	11,07 \$

Au cours de la période de 24 semaines de l'exercice 2008, la juste valeur moyenne pondérée des options d'achat d'actions attribuées au cours de la période a été déterminée selon le modèle Black & Scholes à la date d'attribution selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux d'intérêt sans risque de 3,8 % (3,9 % en 2007), durée prévue de six ans (six ans en 2007), volatilité prévue de 25 % (30 % en 2007), taux de dividende prévu de 1,5 % (1,5 % en 2007).

La charge de rémunération de toutes ces options s'est élevée à 0,4 \$ pour le deuxième trimestre de 2008 (0,3 \$ en 2007) et à 0,7 \$ pour les 24 semaines de 2008 (0,7 \$ en 2007).

7. Capital-actions (suite)

Régime d'unités d'actions au rendement

Au 15 mars 2008, 225 348 unités d'actions au rendement (UAR) étaient en circulation. Au cours des 24 semaines de 2008, 108 441 UAR ont été attribuées (79 834 en 2007) et 6 912 UAR ont été annulées (aucune en 2007). Pour le deuxième trimestre, les octrois se sont élevés à 80 694 (50 564 en 2007) et les annulations à 1 778 (aucune en 2007).

À la fin du deuxième trimestre, 194 000 actions étaient détenues par un fiduciaire à l'intention des participants jusqu'à ce que les droits rattachés aux UAR soient acquis ou qu'elles soient annulées (135 500 en 2007). Au cours de ce trimestre, 40 000 actions ont été acquises au cours du deuxième trimestre (63 500 en 2007).

Une charge de rémunération de 0,8 \$ a été comptabilisée au cours de la période de 24 semaines de 2008 (0,5 \$ en 2007) relativement au régime d'UAR, dont 0,5 \$ au deuxième trimestre (0,3 \$ en 2007).

8. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie constituent la seule composante du cumul des autres éléments du résultat étendu. Les variations survenues au cours de la période de 24 semaines se détaillaient comme suit :

	Exercices financiers	
	2008	2007
Solde au début de la période (net d'impôts de 0,6 \$ en 2008, 0,2 \$ en 2007)	1,2 \$	0,4 \$
Variation de la juste valeur survenue au cours de la période (nette d'impôts de 1,2 \$ en 2008, nil en 2007)	(2,4)	(0,1)
Solde à la fin de la période	(1,2) \$	0,3 \$

9. Éventualité

La Société a reçu, en janvier 2007, une procédure concernant un recours intenté par des bénéficiaires d'un régime de retraite multiemployeurs. Ils réclament notamment des dommages de 1 milliard \$ pour des motifs de mauvaise gestion des actifs du régime, contre les fiduciaires et les employeurs. La Société était l'un des 443 employeurs visés par ce recours et n'a pas participé à la gestion de ce régime. Le 4 avril 2008, la cour, avec le consentement des parties impliquées, a rendu une ordonnance aux termes de laquelle elle rejetait le recours intenté contre les employeurs dont la Société. La Société considère, de toute façon, ce recours comme non fondé.

10. Gestion du capital

La Société tend à maintenir un niveau de capital qui lui permet de rencontrer plusieurs objectifs, entre autres :

- Viser un faible pourcentage de dette à long terme sur le total combiné de la dette à long terme et de l'avoir des actionnaires (ratio dette à long terme/capital total);
- Conserver une cote de crédit suffisante pour l'obtention de la qualification « Catégorie d'investissement » pour ses billets à terme;
- Accorder aux actionnaires une croissance soutenue de la valeur des actions en leur offrant un rendement de l'avoir des actionnaires supérieur à 15 %, en augmentant le bénéfice net dilué par action et en versant un dividende annuel total représentant environ 20 % du bénéfice net avant les éléments extraordinaires de l'exercice précédent.

Dans sa structure du capital, la Société considère ses régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions au rendement offerts à des employés clés et des dirigeants. De plus, le programme de rachat d'actions constitue l'un des outils que la Société utilise dans l'atteinte de ses objectifs.

La Société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital.

10. Gestion du capital (suite)

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2008, la Société a réalisé les résultats suivants relativement à ses objectifs de gestion du capital :

- Un ratio dette à long terme/capital total de 34,4 % (35 % au 29 septembre 2007);
- Une cote de crédit BBB confirmée par S&P et DBRS au cours du premier trimestre de 2008 (même cote au cours de l'exercice 2007);
- Un rendement de l'avoir des actionnaires de 14,4 % au cours des 12 derniers mois (17,2 % pour les 12 mois précédents);
- Une diminution de 5,6 % du bénéfice net dilué par action pour les 12 derniers mois (augmentation de 37,7 % pour les 12 mois précédents);
- Sur une base annualisée, un dividende de 20,1 % du bénéfice net de l'exercice précédent (20,5 % en 2007).

Les objectifs de gestion du capital sont demeurés inchangés comparativement à l'exercice précédent. La baisse de rendement de l'avoir des actionnaires et du bénéfice net dilué par action des 12 derniers mois par rapport à ceux des 12 mois précédents s'explique principalement par une baisse du chiffre d'affaires de 2,1 % causée par un environnement concurrentiel plus intense et par la période de rodage de nouveaux systèmes informatiques et d'un nouvel entrepôt.

11. Instruments financiers

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la Société est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux d'intérêt variables.

Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a recours à des instruments financiers dérivés, plus précisément des contrats d'échange de taux d'intérêt, afin de fixer une partie de son coût d'emprunt et réduire son risque de taux d'intérêt. Ainsi, elle échange ses paiements d'intérêt à des taux variables sur sa facilité de crédit A par des paiements d'intérêt à des taux fixes. La Société a choisi de désigner ses contrats d'échange de taux d'intérêt à titre de couverture de flux de trésorerie. Les lignes directrices de la politique interdisent à la Société d'avoir recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

À la fin de chaque trimestre, la Société fournit au comité de vérification un rapport détaillé de tous ses instruments financiers dérivés ainsi que leurs justes valeurs respectives. Au 15 mars 2008, le rapport présentait les informations suivantes :

	Taux fixe	Montant nominal	Échéance	Juste valeur	
				2008	2007
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9480 %	50,0 \$	23 novembre 2008	(0,2) \$	0,2 \$
Contrat d'échange de taux d'intérêt	3,9820 %	50,0 \$	16 décembre 2009	(0,7) \$	0,2 \$
Contrat d'échange de taux d'intérêt	4,0425 %	50,0 \$	16 décembre 2010	(0,9) \$	0,1 \$

11. Instruments financiers (suite)

Une variation des taux d'intérêt aurait des impacts sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu de la Société. En se basant sur les variations des taux d'intérêt du dernier exercice, une variation de 0,5 % serait considérée raisonnablement possible. Les effets d'une telle variation auraient été les suivants :

	12 semaines Exercices financiers				24 semaines Exercices financiers			
	2008		2007		2008		2007	
	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %	Augmen- tation de 0,5 %	Diminu- tion de 0,5 %
Effet sur le bénéfice net de la variation des taux d'intérêt sur les prêts et créances ainsi que sur les autres passifs à des taux variables	(0,2) \$	0,2 \$	(0,2) \$	0,2 \$	(0,4) \$	0,4 \$	(0,4) \$	0,4 \$
Effet sur les autres éléments du résultat étendu dû à la variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	0,8 \$	(0,8) \$	1,3 \$	(1,3) \$	0,8 \$	(0,8) \$	1,3 \$	(1,3) \$

Risque de crédit

Prêts et créances / cautionnements

La Société vend des marchandises à des consommateurs et des commerçants situés au Canada. Elle accorde du crédit aux commerçants au moment de la vente de marchandises. De plus, elle consent à certains d'entre eux des prêts à long terme afin de les aider financièrement dans le cadre d'acquisitions d'entreprises ou elle se porte garante de prêts consentis par des institutions financières à ces mêmes commerçants. La Société s'expose ainsi au risque de crédit.

Afin de se prémunir contre ce risque, la Société effectue une évaluation continue du crédit de sa clientèle et elle s'est dotée d'une politique de crédit définissant les conditions de crédit à respecter et les garanties à obtenir. Aucun de ses clients ne représente plus de 10 % du total des prêts et créances.

La Société détient des garanties pour couvrir son risque de crédit. Elles prennent la forme de garanties sur des actifs de ses clients tels que des dépôts, des placements en actions de la Société et/ou des hypothèques de 2^e rang sur les stocks, les biens meubles, les biens incorporels et les débiteurs.

Au cours des dernières années, la Société n'a connu aucune perte significative relativement au risque de crédit.

Au 15 mars 2008, l'exposition maximale au risque de crédit pour les prêts et créances, sans tenir compte des garanties détenues, correspondait à leur valeur comptable. À cette même date, le montant maximum de la responsabilité éventuelle en vertu des cautionnements était de 7,9 \$ (26,0 \$ en 2007) et aucun passif n'avait été comptabilisé à cette date.

Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

Pour ses instruments financiers dérivés, soit les contrats d'échange de taux d'intérêt, la Société s'expose également à un risque de crédit lorsque ces contrats entraînent des sommes à recevoir des institutions financières. Conformément à sa politique de gestion des risques, la Société s'est engagée auprès de quelques grandes institutions financières afin de réduire son risque de crédit.

Au 15 mars 2008, l'exposition maximale au risque de crédit pour les dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie correspondait à leur valeur comptable.